Le système global terre-océan se réchauffe à un taux croissant

Les écofascistes et autres États pétroliers veulent museler la science

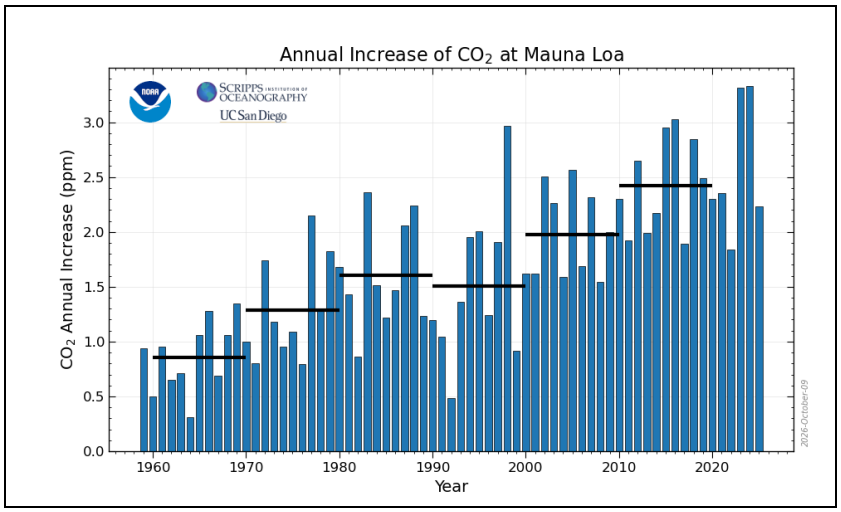
Le rapport État du climat de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a été publié à la veille de la COP31. Cette COP se déroule sous la gouverne du duo Australie-Turquie, deux grands producteurs de charbon. La COP30 brésilienne était restée coite sur les énergies fossiles. En réaction, s'était réuni en Colombie sur le sujet un regroupement volontaire d'une cinquantaine de pays lassés des tergiversations des COP climatiques bloqués par les puissances et grandes entreprises des hydrocarbures. Voilà que les deux larrons présidant la COP31, pour faire diversion, veulent braquer les projecteurs sur l'augmentation de la part de l'électricité dans le bilan mondial de la production d'énergie. Cette parade, en plus de détourner l'attention vis-à-vis les hydrocarbures, masque, selon Carbon Brief, le fait « *que le montant des financements publics pour le climat promis par ces pays [donateurs] dans les années à venir est inférieur d'environ 70 % à ce qu'il était en 2025* » ce que les ONG présentes en Turquie considèrent comme « *stupéfiant* » et « *embarrassant* ». Les deux larrons savent fort bien qu'une bonne partie de cette électricité est générée par la combustion du charbon, et aussi du gaz naturel soi-disant une énergie de transition de plus en plus utilisé pour alimenter les centres de données de l'Intelligence artificielle, et sans compter l'énergie nucléaire.

Et ils savent aussi fort bien qu'en laissant tomber l'important secteur du transport mu en très grande partie par le pétrole, la part des énergies renouvelables en sera apparemment rehaussée. La nouvelle demande d'électricité en 2025 a beau avoir été comblée presque exclusivement par le solaire et l'éolien, ces deux sources ne comptent encore que pour 17% de la production d'électricité mondiale, et non 34% quand on y ajoute surtout l'hydroélectricité et quelque peu la biomasse qui sont sources de d'autres dégâts environnementaux. Ce tour de passe-passe permet d'oublier que la part des énergies solaire et éolienne dans le bilan mondial du total des énergies primaires n'était en 2025 que de 3% ! Si la contribution des énergies fossiles pour la génération d'électricité paraît régresser de 4% de 2024 à 2025, elle a augmenté globalement de près de 1% pour la même période. Le croissancisme inhérent au capitalisme fait en sorte que les énergies renouvelables s'ajoutent à celles fossiles, et non s'y substituent, même si le taux de croissance des fossiles paraît diminuer à la longue. Et pourtant le taux de croissance des émanations de CO2 et du réchauffement du système terre ne diminue pas alors que non seulement ce taux, selon le GIEC, devrait descendre mais qu'il devrait devenir négatif.

Le gaz carbonique atmosphérique croît à un taux croissant quoiqu'en disent les statistiques

On sait, ou on devrait savoir, que la principale source du réchauffement climatique, le gaz carbonique atmosphérique, croît **à un taux croissant** comme le démontre très clairement la mesure directe de ce gaz dans l'atmosphère en plein milieu de l'océan Pacifique sur le volcan de Mauna Loa (Hawaï) ce qui permet d'éviter la pollution de la mesure par des sources de CO2 à proximité et surtout, surtout qui permet d'éviter la sous-estimation systémique des statistiques d'émanations de GES qui oublient le décompte de certaines sources. Le protocole de l'ONU laisse tomber les feux de forêt et autres types de dégradation sous prétexte qu'elle repousserait éventuellement alors que le réchauffement multiplie les incendies. Pour des raisons géostratégiques, il ignore une bonne partie des GES d'origine militaire et celles émanant des

guerres. Last but not least, il fait fi de l'intérêt des entreprises et des pays à minimiser la quantité de leurs émanations d'autant plus que la part d'autodéclaration n'est pas négligeable. Dans le graphique ci-contre de la NOAA, on voit bien que les taux décennaux de croissance (les barres horizontales noires) ne cessent d'augmenter de la décennie 1960 à 1969 jusqu'à celle 2010 à 2019 à une exception près due à l'implosion de l'URSS et des économies de l'Europe de l'Est combinée à la crise économique de 1990-91.

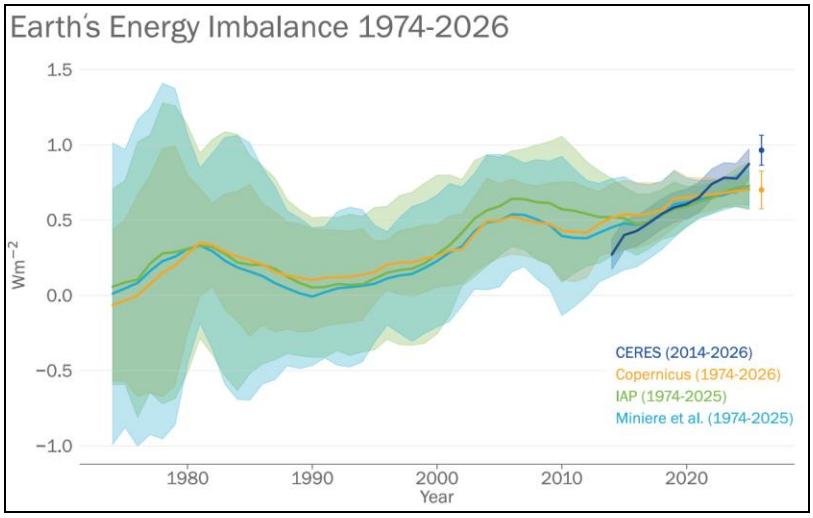


Y aura-t-il une baisse pour la décennie 2020 à 2029 ? Peut-être, mais jusqu'ici le taux de croissance moyen de 2020 à 2025 est supérieur (2.56 ppm) à celui 2020-2029. (Si le taux de croissance du méthane régresse après le pic de 2020-22, ceux de l'oxyde d'azote et de l'hexafluorure de soufre croissent tendanciellement). Il faut avoir en tête que pour respecter les recommandations du GIEC-ONU pour que la température terrestre moyenne ne dépasse pas 1.5°C ou même 2.0°C il faudrait que dès maintenant il y ait non seulement une baisse des taux de croissance mais qu'il y ait des taux négatifs (dans le graphique des barres verticales bleues en-dessous du niveau 0.0) ! C'est dire comment sont globalement mensongères ces apparentes vérités partielles à propos de l'arrêt de la croissance des énergies fossiles ou de la baisse de la déforestation ou du plafonnement du gaz carbonique atmosphérique. On essaie de nous faire croire que l'abandon de la priorisation de la lutte climatique par les grandes puissances — aucun dirigeant du G-7 sauf celui de la Grande-Bretagne n'ira à la COP31 ce qui leur a valu d'être nommés « fossile du jour » — est sans conséquence parce que les énergies renouvelables deviennent moins chères que celles fossiles. Mais elles ne sont pas nécessairement plus rentables pour autant étant donné les énormes coûts fixes non amortis pour produire ces dernières sans compter le poids politique de la poignée des oligopoles concernés.

Le réchauffement accéléré du système terre attesté par l'Organisation météorologique mondiale

Les sceptiques peuvent invoquer que la mesure du CO2 atmosphérique n'est que partielle parce que l'océan et les sols absorbent bon an mal an environ la moitié des émissions de CO2. De même l'élasticité entre les émissions de CO2 et le réchauffement climatique pourrait être faible étant donné que les océans absorbent plus de 90% du réchauffement du système terre. Ce « bienfait » par ailleurs élève le niveau de la mer et appauvrit la biodiversité marine. On ne sait trop pendant combien de temps l'océan à ses dépens continuera à rendre ce « service » à

l'humanité. L'OMM vient de jeter au panier ces prétentions dans son rapport sur l'État du climat : « *En raison du déséquilibre énergétique croissant, la quantité totale de chaleur accumulée dans le système terrestre augmente et* ***à un rythme croissant*** *[NDLR - Je souligne] En 2025, l'EEI [Déséquilibre énergétique de la Terre] a atteint sa valeur la plus élevée jamais observée.* »



Explication de la figure :
« *Le déséquilibre énergétique de la Terre (EEI) de 1960 à 2025 tel qu'estimé à partir du contenu thermique des océans (montré en orange, vert et bleu clair), et de la télédétection (montré en bleu foncé). Les valeurs préliminaires de 2026 et leurs incertitudes (jusqu'en juillet) sont représentées par des points et des traits. Les valeurs sont des tendances sur 15 ans se terminant à l'année indiquée. Les zones ombrées montrent les plages d'incertitude à 2 sigma pour chaque estimation. Un DET positif indique que la quantité totale de chaleur stockée sur Terre augmente.* »

Ces faits scientifiques durs sont en mesure de clouer le bec aux climato-sceptiques. Ils peuvent aussi ébranler le scepticisme d'une grande partie des M. et Mme Tout-le-monde. Malgré l'évidence crevante des extrêmes climatiques plusieurs persistent soit à croire que l'humanité s'y ajustera ou que le capitalisme vert tout-électrique en viendra à bout en autant qu'on en accélère le rythme. Peu réalisent qu'avec le capitalisme, le tout-électrique ne remplace pas mais se superpose au tout-hydrocarbure. On en constate que la température moyenne des années 2023-24-25 combinées a déjà quasi dépassé le 1.5°C fatidique du GIEC et que El Niño renchérira le réchauffement de l'année 2026. Ce dépassement signifie selon le GIEC « *des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et dangereux, notamment des canicules, des sécheresses, des incendies de forêt, de fortes précipitations et des inondations* ». Selon la revue Science ce dépassement « ***pourrait également déclencher de multiples points de bascule climatiques*** *— tels que l'effondrement des principaux systèmes de circulation océanique, le dégel brutal du pergélisol boréal et l'effondrement des systèmes de récifs coralliens tropicaux* » (en gras dans le texte original).

Pendant que les COP font diversion, les écofascistes et alliés font taire la science

On comprend que les dinosaures climatiques, pays écofascistes et autres États pétroliers et forestiers, et le secteur des hydrocarbures et de l'agro-industrie de même que leurs financiers

veuillent faire taire la science. À la COP17 sur la biodiversité en Arménie, « *[l]es résistances visent deux évaluations de référence de l'IPBES - le groupe d'experts sur la biodiversité soutenu par l'ONU - consacrées aux liens entre les crises de la nature et du climat, ainsi qu'aux forces économiques qui les alimentent. Le litige se concentre sur quelques paragraphes du projet d'accord : faut-il "accueillir favorablement" les conclusions scientifiques, ou simplement en "prendre note" ? Dans le jargon des négociations onusiennes - où chaque terme est pesé et discuté - cette seconde formulation est jugée beaucoup plus faible. […] "Il existe une alliance manifeste entre la Russie, l'Arabie saoudite, l'Argentine et, dans une certaine mesure, le Brésil. Ils travaillent de concert pour tenter d'édulcorer les rapports de l'IPBES, pour éviter qu'ils soient accueillis favorablement, ou encore pour les utiliser comme monnaie d'échange sur d'autres points de négociation"*.

Il en est de même pour le GIEC sur la question climatique dont la sixième série de rapports (AR6) publiée de 2021 à 2023 commence à dater pour ne pas dire à être dépassée étant donné l'accélération du réchauffement climatique : « *On constate une accélération avec un niveau de confiance supérieur à 98 %, le réchauffement ayant été plus rapide au cours des dix dernières années et plus que durant n'importe quelle décennie précédente.* » De signaler Reporterre : « *Dans les négociations qui agitent les sessions plénières du GIEC, de nombreux États plaident pour voir le rapport du groupe 3 [de l'AR7], voire celui du groupe 2, publiés après 2028, tout en acceptant une publication précoce du rapport du groupe 1, avant la COP33.* "Décorréler les trois parties du rapport du GIEC risque de faire perdre la clarté du message, voire de le rendre incohérent. Les différentes parties consacrées aux technologies d'élimination du carbone constituent une colonne vertébrale du rapport à prendre dans son ensemble", *alerte Roland Séférian [l'un des auteurs principaux de l'AR7]. Quoi qu'il en soit, aucun des trois groupes n'a pour l'instant de budget pour organiser ses prochaines réunions de travail en 2027. Si aucune solution ne permet de sortir du blocage dans les prochains mois et que l'AR7 n'est pas publié en 2028, cela ne fera que compromettre davantage la diplomatie climatique, déjà fortement malmenée par les tensions géopolitiques, le retour des guerres et des impérialismes à l'ère du carbofascisme.* »

Marc Bonhomme, 14 novembre 2026
www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com